

[Nom et prénom de l'expéditeur]

[Adresse]

[N° de téléphone]

[Email]

**Procureur de la République**

[Adresse du tribunal de grande instance compétent

à consulter sur le [site du Ministère de la Justice](#)]

[Lieu et date]

Par LRAR n° [numéro]

**Objet : Dépôt de plainte contre [NOM, Prénom] du chef d'injure non publique**

Madame ou Monsieur le Procureur,

Je, soussigné•e [Prénom, NOM, adresse, profession], ai l'honneur de porter plainte contre [Prénom, NOM, adresse, date de naissance ou contre X (il faut nécessaire porter plainte contre X si vous ne connaissez pas les nom, prénom, adresse et date de naissance de la personne contre qui vous souhaitez porter plainte)].

## A. FAITS

[Expliquer ici brièvement les faits de manière chronologique, en précisant si possible la date, l'heure et le lieu de chacun des faits.]

## B. INFRACTION

### 1. Recevabilité

Aux termes de l'article 85 alinéa 1 et alinéa 2 du code de procédure pénale

*« Toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit peut en portant plainte se constituer partie civile devant le juge d'instruction compétent en application des dispositions des articles 52, 52-1 et 706-42.*

*Toutefois, la plainte avec constitution de partie civile n'est recevable qu'à condition que la personne justifie soit que le procureur de la République lui a fait connaître, à la suite d'une plainte déposée devant lui ou un service de police judiciaire, qu'il n'engagera pas lui-même des poursuites, soit qu'un délai de trois mois s'est écoulé depuis qu'elle a déposé plainte devant ce magistrat, contre récépissé ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou depuis qu'elle a adressé, selon les mêmes modalités, copie à ce magistrat de sa plainte déposée devant un service de police judiciaire. Cette condition de recevabilité n'est pas requise s'il s'agit d'un crime ou s'il s'agit d'un délit prévu par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ou par les articles L. 86, L. 87, L. 91 à L. 100, L. 102 à L. 104, L. 106 à L. 108 et L. 113 du code électoral »*

Dans le cas présent :

- Le procureur n'a pas répondu à ma plainte simple dans les trois mois ou le procureur a classé ma plainte simple sans suite<sup>1</sup> ;
- J'ai personnellement subi un préjudice du fait de l'infraction<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Mentionner la pièce justificative

<sup>2</sup> Mentionner la pièce justificative

Aux termes de l'article R. 624-4 du Code pénal :

*« L'injure non publique commise envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe.*

*Est punie de la même peine l'injure non publique commise envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur handicap*  
».

Dans le cas présent, l'infraction consiste en une injure non publique (a) prononcée à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle (b).

#### **a. Injure non publique**

[Indiquer ici en quoi les propos peuvent être qualifiés l'injure]

[Pièce jointe :

- capture d'écran
- constat sur internet à réaliser gratuitement sur [www.easyconstat.com](http://www.easyconstat.com)
- paramètre du compte en « privé » ou permettant une audience limitée
- etc.]

[Indiquer ici le contexte dans le quel les propos peuvent ou on pu être lu ou entendu]

[Pièce à fournir :

- capture d'écran des propos
- URL des propos s'ils sont encore disponibles

- attestation de témoin]

### **b. Contexte LGBTphobe**

[Détailler cette déclaration éléments factuels prouvant que les injures ont eu lieu en raison du sexe, du genre, de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre]

[Pièces à fournir<sup>3</sup> :

- attestation de témoin,
- enregistrement audio
- écrit antérieur ou postérieur de l'auteur des violences prouvant le caractère LGBTphobe des injures
- etc.]

Les éléments, tant matériel que moraux du délit prévu à l'article R. 624-4 Code pénal sont donc réunis.

En vous remerciant de bien vouloir m'informer des suites que vous donnerez à cette affaire, veuillez agréer, Madame ou Monsieur le Procureur de la République, l'expression de ma considération distinguée

[Prénom, NOM et signature]

---

<sup>3</sup> Fournir chaque pièce en annexe

## BORDEREAU DE PIECES

Mentionner ici les pièces qui justifient de votre recevabilité et de la commission de l'infraction :

1. Plainte simple
2. Classement sans suite
3. Pièce d'identité de la personne physique
4. Pièce justifiant les injures
5. Pièce justifiant les injures
6. Pièce justifiant les injures
7. Pièce justifiant les injures
8. Pièce justifiant les injures
9. Pièce justifiant du caractère non public des injures
10. Pièce justifiant du caractère non public des injures
11. Pièce justifiant du caractère non public des injures
12. Pièce justifiant du caractère non public des injures